https://acdn.net/spip/spip.php?article568

13 février 1960 -13 février 2010

50 ans d'armement nucléaire français, 50 ans de trop !

- Accueil - Actions - Campagne "Ultime Atome !" -

Date de mise en ligne : samedi 13 février 2010

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

L'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) et Monde sans Guerres et Sans Violence (MSGSV) lancent la campagne « ULTIME ATOME ! » et demandent au gouvernement d'organiser un référendum sur l'avenir de la force nucléaire française.

***

Il y a 50 ans, le 13 février 1960, dans le Sahara, l'Etat français fait exploser sa première bombe atomique officielle (« Gerboise Bleue »). La France devient ainsi la quatrième puissance nucléaire. Avec au total 210 essais militaires qui ont fait de nombreuses victimes indirectes, elle jouera un rôle majeur dans la prolifération de l'arme nucléaire : par son propre exemple (suivi deux ans plus tard par la Chine, puis par Israël, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord... et demain peut-être, l'Iran), par sa théorie dite de « dissuasion du faible au fort » qui légitime l'accès de n'importe quel pays aux armes nucléaires. Mais aussi par la vente de technologie nucléaire soi-disant « civile » à de nombreux pays (dont Israël, l'Irak, l'Iran).

Aujourd'hui, les Etats nucléaires co-signataires du Traité de Non Prolifération se déclarent enfin prêts à mettre en oeuvre l'article 6 du TNP qui leur fait obligation d'éliminer leurs arsenaux. Ce sera l'un des objets de la 8e Conférence de révision du TNP, en mai prochain. Mais la France ne s'estime toujours pas concernée. Elle donne le pire exemple aux quelque 185 Etats encore non-nucléaires en modernisant son arsenal : 4e sous-marin nucléaire lance-missiles, missile M51 (dont un nouvel essai a eu lieu le 27 janvier 2010), nouveau missile aéroporté (ASMP-A), nouveau bombardier nucléaire (Rafale), nouvelles têtes nucléaires, recherches au Laser Méga Joule sur la fusion thermonucléaire, orientées vers une nouvelle génération d'armes...

« Fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables » (selon le général Lee Butler, ancien chef des forces stratégiques US), les armes nucléaires doivent être abolies. La France leur a consacré, de 1945 à 1998, 1500 milliards de francs 98 et continue à dépenser, en pleine crise économique, 5 milliards d'Euros par an pour en développer de nouvelles. Mais que pourraient-elles faire, si jamais on s'en servait (hypothèse requise par la « dissuasion »...) ? Au total, un milliard de morts... sans compter les millions de Français victimes de représailles atomiques et de retombées radioactives. Investissons plutôt dans l'éducation, la santé, la protection de l'environnement... la vie !

Mais les questions nucléaires, tant militaires que civiles, sont toujours réservées au chef de l'Etat, inspiré par une caste de supposés experts, tous pro-nucléaires. Cet unique individu - aujourd'hui, Nicolas Sarkozy - dispose du pouvoir de déclencher à tout moment une hécatombe. Un pays qui fait reposer sa défense sur la menace de commettre - et de subir lui-même - un crime contre l'humanité, et qui en remet la décision à un seul homme, mérite-t-il encore le nom de « démocratie » ?

***

Nous appelons nos concitoyens à prendre un ENGAGEMENT CITOYEN pour une France, une Europe et une planète sans armes nucléaires.

Nous les invitons à écrire au président de la République, au gouvernement, aux parlementaires, à chacun de leurs élus, pour exiger que le peuple français soit enfin consulté par référendum sur cette question cruciale pour notre avenir, celui de nos enfants, celui de tous les humains.

Copyright © www.acdn.net

Article SUD OUEST | Mercredi 17 Février 2010

NUCLÉAIRE. ACDN et Monde sans guerres invitent les citoyens à réclamer un référendum sur l'avenir de la force nucléaire française

Vers l'« ultime atome »

Lors du passage de la Flamme d'Hiroshima à Saintes, manifestation parallèle à la Marche mondiale pour la paix, on avait vu Jean-Marie Matagne et Éric Bastin (1) côte à côte en novembre dernier. Le président d'Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN) et le porte-parole de Monde sans guerres et sans violence récidivent en lançant la campagne « Ultime atome » - prononcez ultimatum, bien sûr - et en demandant au gouvernement d'organiser un référendum sur l'avenir de la force nucléaire français.

Un traité oui mais...

Il y a cinquante ans - le 13 février 1960 - la France devenait la quatrième puissance nucléaire mondiale en faisant exploser sa première bombe atomique, baptisée « Gerboise bleue » dans le Sahara. Suivront 209 autres essais militaires jusqu'en janvier 1996. En 1992, la France adhérait au traité de non prolifération des armes nucléaires. « Mais notre pays ne s'estime toujours pas concerné, indiquent MM. Matagne et Bastin. Il donne le pire exemple en modernisant son arsenal. »

Mobiliser les élus

Les responsables d'ACDN et d'un Monde sans guerres interrogent : « Un pays qui fait reposer sa défense sur la menace de commettre, et de subir lui-même, un crime contre l'humanité et qui en remet la décision à un seul homme, mérite-t-il, encore, le nom de "démocratie" ? »

Aussi, invitent-ils « les citoyens à écrire au président de la République, au gouvernement, aux parlementaires et à chacun de leurs élus pour exiger que le peuple soit consulté par référendum sur cette question cruciale pour notre avenir. »

(1) Dans d'autres villes que Saintes, la présence d'Éric Bastin avait été contestée du fait de son appartenance au Mouvement humaniste. « Le Mouvement humaniste n'est pas une secte », avait rétorqué Éric Bastin tandis que Jean-Marie Matagne avait jugé le procédé odieux (« Sud Ouest » du 10 novembre 2009).

Voir aussi :

La Flamme d'Hiroshima : un beau parcours en France

Copyright © www.acdn.net